UFETAM
UNION FÉDÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT, DES TERRITOIRES, DES AUTOROUTES ET DE LA MER

Les Essentielles d'Octobre 2026

Petite séance de rattrapage avec les informations à retenir du mois

SALAIRES, PRIMES, ET … MANIFESTATIONS …



Le groupe de travail du 02/10, à la suite du rendez-vous salarial du 08/07, n'a sans surprise pas répondu aux attentes de la CFDT concernant des mesures de revalorisation générale et de refonte des grilles indiciaires. Le Gouvernement propose de relever, au 01/01/27, l'indice minimum de traitement de l'indice majoré 366 à l'indice majoré 372. Environ 400 000 agents seraient concernés. Un trompe l'œil : relèvement de l'indice minimum… mais pas du salaire net, puisqu'on va ajouter 6 points et en même temps enlever l'indemnité différentielle aux agents concernés.

La CFDT exige des mesures urgentes pour les salaires et l'attractivité.

Face à l'appauvrissement des agents, la mobilisation reste indispensable. La flambée du prix des carburants et des tarifs de l'énergie érode un peu plus le reste à vivre des ménages.

Le 08/10, la CFDT a adressé un courrier au Premier ministre pour faire part de sa préoccupation concernant les orientations salariales envisagées dans le cadre du budget 2027.

Le 20/10, ce sont toutes les organisations syndicales qui ont interpellé le Premier ministre.

Des opérations de restructurations de services ouvrent droit aux dispositifs indemnitaires et d'accompagnement des agents : c'est le cas pour la DDT de l'Indre-et-Loire, et aussi pour la DIRIF (DIR Île-de-France). La CFDT a exigé – et obtenu - que les agents de l'administration centrale en bénéficient aussi dans le cadre de la restructuration liée à la création de la DG Environnement.

Un arrêté du 15/09 fixe la liste des emplois ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au sein du secrétariat général du ministère de la transition écologique.

A propos des mobilisations du 05 novembre :

Une intersyndicale CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU appelle les salariés du privé et du public, ainsi que les retraités et les jeunes, à une journée de grève et de manifestation le jeudi 5 novembre.

Si la CFDT appelle à manifester en intersyndicale le 05/11, elle donne aussi les raisons pour lesquelles elle n'appelle pas pour le samedi 17/10. La CFDT Fonctions publiques (UFFA-CFDT) a écrit au Ministre de l'Action et des Comptes publics pour déposer un préavis de grève, qui couvre les agents des trois versants de la Fonction publique.

Mobilisation du 05 novembre 2026 : nouvel appel des organisations syndicales Fonction publique.

Mobilisation du 05 novembre 2026 : on veut vivre de notre travail ! Argumentaire et kit de communication.

En marge de cela (mais pas tant que ça !), le rapport annuel 2026 sur l'état de la fonction publique, publié par la DGAFP, dévoile les dix plus hautes rémunérations versées en 2025 dans chaque département ministériel.



PÔLE MINISTÉRIEL, DDI ET AGRICULTURE …

Le 01/10, se tenait le CSA Ministériel « budgétaire », la CFDT a fait une déclaration qui se suffit à elle-même sur ce dossier déjà tout ficelé.

Le lendemain (02/10) un autre CSAM que toutes les organisations syndicales ont boycotté, la CFDT expliquant ses positions par rapport à la suppression des quasi-statuts QSAE et QSE.

Le 08/10, encore un CSAM ! Au menu du jour, la foncière de l'État, l'Intelligence Artificielle, Lycées maritimes, etc. La CFDT a fait une déclaration liminaire.

Le 12/10, une resucette avec le retour du CSAM boycotté le 02/10, qui ne changera pas la position des syndicats sur le point des quasi-statuts. Nouvelle déclaration de la CFDT. Lors de ce CSAM, la branche CFDT des agences de l'eau a fait une déclaration spécifique sur les quasi-statuts et rappelé son analyse et ses positions sur ce dossier.

Déclaration liminaire CFDT lors de la Formation Spécialisée du CSA Ministériel du 13/10.

CFDT-UFETAM - Union Fédérale de l'Environnement, des Territoires, des Autoroutes et de la Mer
30 passage de l'Arche– 92055 La Défense cedex ☎ 01 40 81 24 00 🖹 01 40 81 24 05
✉ : cfdt.syndicat@i-carre.net
www.cfdt-ufetam.org

Tenue d'une réunion du Comité Social d'Administration (CSA) de réseau des DDI, le 06/10 : A lire les compte-rendus (2) et la déclaration liminaire CFDT.

Formation Spécialisée du CSA réseau DDI du 30/09 : retrouvez les points clés des échanges et les interventions portées par la CFDT.

La CFDT-AC s'est fortement impliquée dans le sujet « Réorganisation de l'Administration Centrale » : retrouvez toutes les informations sur ce dossier en cours.

Contractuels au Cerema (bilan de gestion 2025) : comment l'établissement gère ces personnels ?

Cerema : Formation Spécialisée du 05/10 et CSA du 08/10 : nos déclarations en ouverture de ces instances.

Cerema toujours, que faut-il retenir du premier CSA présidé par Étienne Crépon (08/10) ?

A l'IGN, un nouveau CSA le 06/10, sur la modification du décret n°2011-1371 du 27/10/11 relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN). L'IGN qui a signé avec l'Etat (représenté par le Ministère de la transition écologique) un nouveau contrat d'objectifs et de performance (COP) 2025-2029.

Réunion le 14/10 entre DGAMPA (maritime) et organisations syndicales. A l'ordre du jour, un point sur les officiers de port, officiers de port adjoints, sur la sécurité des navires, sur les lycées professionnels, sur l'actualité du dispositif de contrôle et de surveillance (DCS) et sur CROSS NG.

Fin septembre, publication par la CFDT-VNF, de la newsletter « Les Eq'Eaux nationaux » n°64.

Un arrêté (13/09) réorganise les commissions médicales compétentes pour les personnels ouvriers de l'État, notamment les ouvriers des parcs et ateliers (OPA).

Comme habituellement, retrouvez les résultats de la MOBILITÉ sur le pôle ministériel.

Résultats de promotions par liste d'aptitude 2026 des agents du ministère de l'Agriculture (MAASA)

Publication d'une décision du 29/09, fixant les taux de promotion de 2027 à 2029 dans les corps des ingénieurs des travaux de la météorologie.

Un arrêté du 10/09 modifie en profondeur les modalités du concours interne permettant de devenir élève ingénieur des travaux publics de l'État (ITPE). Découvrez les modifications.

Intelligence artificielle (IA) au sein du pôle ministériel de la transition écologique : des projets, mais quelles conséquences pour les agents ? Ce dossier avait été traité au cours du CSAM du 08/10.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE …



Effectifs, rémunérations, temps de travail, absences, conditions de travail… Le rapport annuel 2026 sur l'état de la fonction publique, publié par la DGAFP, apporte un éclairage précieux sur la situation des agents publics. Au-delà des statistiques, il permet aussi de remettre en perspective plusieurs affirmations régulièrement entendues sur les fonctionnaires, notamment lorsqu'on les compare aux salariés du secteur privé.

CIAS : au comité interministériel de l'action sociale du 14/10, la CFDT et les organisations syndicales ont alerté sur les risques que fait peser le projet de budget 2027 sur l'action sociale interministérielle.

CCFP : le Conseil Commun de la Fonction Publique s'est réuni le 10/10 pour examiner 4 points : retrouvez-les dans notre compte-rendu.

Les autorisations d'absence (ASA) dans la Fonction publique, ce qui va changer au 1er janvier 2027.

L'immobilier de l'État brutalement restructuré : Le risque est grand de voir les principes de rentabilité l'emporter sur les missions de service public des administrations aggravant ainsi l'effet des réductions budgétaires.

En décidant de signer le projet d'accord sur l'égalité professionnelle dans la Fonction publique, la CFDT a choisi de soutenir des mesures nouvelles et concrètes pour les agentes et les agents. Mais, contre la volonté de la CFDT Fonctions publiques, les syndicats ont rejeté l'accord égalité professionnelle.

L'accord sur le déploiement de l'Intelligence Artificielle (IA) dans la Fonction publique est une étape majeure. En décidant de le signer, la CFDT prouve l'efficacité d'un syndicalisme constructif : face au défi technologique, nous avons obtenu un cadre protecteur inédit pour les agents.

La CFDT se félicite du lancement du 2ème Plan Santé au Travail (PST), désormais politique nationale de santé et de sécurité au travail pour l'ensemble des agents publics des 3 versants. Ce plan, adapté à une fonction publique féminisée, vieillissante et exposée à des risques spécifiques, intègre plusieurs revendications portées par la CFDT.

Le comité de suivi (Cosui) de l'accord sur la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique s'est réuni le 15/10. A l'issue de ce Cosui, la CFDT exprime sa déception.

L'ordre du jour du groupe de travail (GT) du 8 octobre 2026 portait sur l'avancement de la réforme de l'invalidité non professionnelle et sur la gestion des agents avant et après sa mise en œuvre. Peut-on croire le gouvernement pour sa mise en place en 2027 ?

Depuis le 01/10, les députés examinent la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. Des rassemblements ont eu lieu dans toute la France le 05/10 pour demander que le financement de cette loi soit à la hauteur des mesures. Finalement, l'adoption par l'Assemblée nationale de cette loi contre les violences sexuelles et

sexistes faites aux femmes et aux enfants constitue une première victoire. Une instruction du 1er ministre demande aux administrations de renforcer la formation des agents publics à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Les ministères ont jusqu'au 31/10 pour présenter leur bilan et leurs perspectives.

L'étude menée par Verian pour la CFDT sur l'état du travail, interrogeant celles et ceux qui font vivre les services publics a été restituée le 30/04. La CFDT en propose ici une analyse plus fine, par versant et selon les profils d'agents, avec un focus spécifique sur l'encadrement, ainsi que sur la rémunération, la retraite et l'IA. Ce second niveau de lecture apporte un éclairage précis sur les réalités du travail public en 2026.

Tour Extérieur : liste d'aptitude 2026 d'accès au corps des administrateurs de l'État par les départements ministériels.

Concours de la fonction publique : les candidats ayant besoin d'un aménagement d'épreuves (personnes en situation de handicap, par exemple) devront payer leur consultation médicale obligatoire. Elle est où la volonté de favoriser l'inclusion et l'égalité d'accès à l'emploi public ?



SOCIÉTÉ ET JEUNESSE ...

Le gouvernement a présenté, le 01/10, le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027. Au menu, un gel quasi généralisé des dépenses afin d'économiser environ 50 milliards d'euros. On s'y attendait mais la potion est amère ! La CFDT rappelle que le redressement des finances publiques ne doit pas reposer sur l'injustice sociale ni sur le renoncement à préparer l'avenir. Le partage de l'effort compte autant que son montant.

Comme chaque année, depuis 30 ans, le mois d'octobre est synonyme de rose et de prévention du cancer du sein. Octobre rose, comme chaque année, la CFDT s'y implique.

Deux ans après avoir alerté sur les conséquences environnementales, sociales et économiques de l'ultra fast fashion, le sujet revient sur le devant de la scène. La loi du 08/07 s'attaque enfin à la mode jetable. Malus environnemental, information des consommateurs, interdiction de la publicité : plusieurs mesures entrent progressivement en vigueur.

Après six mois de débats et de discussions entre partenaires sociaux, les trois garants de la conférence Travail Emploi Retraites ont remis leur rapport au 1er ministre. On y parle de travail, d'emploi… et de retraites.

La Cour des comptes vient de consacrer un important rapport aux retraites des fonctionnaires de l'État. Son constat bouscule quelques idées reçues : malgré des modes de calcul toujours différents entre public et privé, les pensions obtenues seraient, à carrière comparable, assez proches.

Catastrophes naturelles : quelles aides pour les agents de l'État ? La DGAFP met à disposition un flyer pratique présentant les démarches à entreprendre et les dispositifs mobilisables en situation d'urgence.

A propos des mobilisation lycéennes :

Leurs revendications et leur colère sont parfaitement légitimes : respect et dialogue sont la seule voie possible.

La journée du 17 octobre 2026 a été une journée de forte mobilisation avec de très nombreux manifestants et manifestantes, sur l'ensemble du territoire. Les violences en marge de ces cortèges sont absolument inacceptables et la CFDT les condamne fermement, sans ambiguïté. La CFDT condamne toutes les violences, d'où qu'elles viennent. La CFDT appelle à l'apaisement et au dialogue.

L'apaisement dans un climat social délétère passera par des réponses concrètes et rapides du gouvernement aux enjeux majeurs et aux revendications des jeunesses.

Jeunesse : il s'agit là d'un mouvement de fond qui appelle des réponses sociales.

Et Marylise Léon, dans un entretien, de préciser : « Il y a une colère, une envie d'être considéré. Là, l'exécutif paye cash 10 ans de verticalité. Il faut de vraies réponses sociales. »

LIENS D'OCTOBRE ...



- Fiche Repères (mise à jour du 1er octobre 2026)
- Fiscalité des successions : démêler le vrai du faux
- L'inaction climatique est une inaction politique
- Portrait d'élu - Emmanuel Biseau : « Le peu que chacun peut faire, c'est déjà beaucoup »
- Quatre congrès syndicaux au printemps 2026

En novembre / décembre

WEBINAIRES D'INFORMATION : Congés maladie statutaires & enjeux de la prévoyance

TABLE RONDE et ÉCHANGES - IA et notre travail : comprendre enjeux pour agir collectivement

CFDT-UFETAM - Union Fédérale de l'Environnement, des Territoires, des Autoroutes et de la Mer
30 passage de l'Arche– 92055 La Défense cedex ☎ 01 40 81 24 00 🖷 01 40 81 24 05
✉ : cfdt.syndicat@i-carre.net
www.cfdt-ufetam.org